

la carte blanche

André Flahaut, ministre d'Etat

Halte à l'érosion lente et insidieuse de la Belgique !

La Fête nationale du 21 juillet est aussi l'occasion, pour tous les citoyens belges, d'un devoir de mémoire et d'hommage aux Anciens. André Flahaut s'appuie sur cette date pour s'insurger contre le projet du ministre N-VA de la Défense, Steven Vandepuut, de fermer l'Institut des Vétérans.

Nous sommes à quelques jours du 21 juillet. Une fête nationale? Un jour de congé? Un défilé, des animations, un feu d'artifice? Un moment dans la vie politique ou une parenthèse?

Un pays, des régions? un royaume? Un peuple?

À l'instar de l'auberge espagnole, chacun y trouvera sa définition, y inscrira ses valeurs, ou passera dans l'indifférence.

Les dates sont pourtant des repères, elles peuvent être un moment de réflexion, un prétexte pour faire le point.

Je prends ce prétexte pour vous faire part de mon inquiétude quant à la pérennité du travail de mémoire au sein du département de la Défense et

autres interrogations annexes.

Parmi les projets du ministre N-VA aujourd'hui en charge, la disparition de l'Institut des Vétérans, communément appelé l'Inig (Institut national des invalides de guerre).

Ce parastatal répond à trois missions :

- le remboursement des soins médicaux,
- l'assistance morale et sociale,
- la transmission de la mémoire.

S'il est évident que les deux premières missions peuvent avoir tendance à s'amenuiser (vu le nombre de plus en plus restreint des survivants des deux guerres mondiales et de la Guerre de Corée), le raisonnement ne tient plus pour ce qui concerne les Vétérans (militaires ayant participé à des missions à l'étranger sous l'égide du gouvernement, de l'Union européenne, de l'Otan ou des Nations unies) d'une part, ni pour

ce qui concerne le travail de mémoire d'autre part.

Or, si le ministre propose que les remboursements des soins de santé soient transférés à la caisse auxiliaire d'Assurance maladie-invalidité, les tâches fondamentales envers la mémoire, le soutien aux Vétérans et la gestion des sépultures risquent sérieusement de disparaître dans le flou, notamment avec les entretiens autour des pistes énoncées (création d'un nouvel organisme, d'une nouvelle entité) et les risques de privatisations de notre mémoire collective nationale.

Désintérêt, voire mépris

Ce qui me semble clair, par contre, c'est le désintérêt manifeste, voire le mépris, de l'autorité compétente envers ce type de service à la nation et de respect des sacrifices consentis pour sa sauvegarde.

C'est un refus d'admettre l'utilité de connaître le passé pour que nos sociétés se préservent d'en rééditer les erreurs.

C'est mettre au placard la richesse de témoignages aussi terribles que nécessaires à la to-

lérance, à la multiculturalité, à l'intergénérationnalité, c'est balayer des pages d'Histoire au profit d'un dessein narcissique donc dangereux.

Après la grande illusion du Plan Défense, la volonté de destruction de la mémoire, du devoir de soutien aux Anciens et aux Vétérans, le tout dans une relative et périlleuse indifférence, je ne peux que conclure qu'il s'agit là d'un énième élément du démantèlement de l'Etat Belgique, tel que programmé et revendiqué par la N-VA dans l'article premier de ses statuts : que la Flandre devienne une république indépendante !

La Grande-Bretagne a tranché dans le vif en votant le « Brexit ». La N-VA a choisi l'érosion au quotidien. La méthode est plus discrète, requiert un peu de patience, mais est tout aussi efficace !

Il est urgent d'y penser !

Il est surtout urgent de réagir et de cesser de nous en laisser conter !!! ■